



NOTE D'INFORMATION

## Formation des enseignants : où en est-on ?

Les syndicats de la fédération et les sections régionales et départementales constatent aujourd'hui de diverses manières les effets catastrophiques – malheureusement prévisibles – de la (prétendue) « mastérisation » de la formation et du recrutement des enseignants :

- **difficultés considérables d'organisation des stages** (la circulaire ministérielle, après avoir rappelé d'excellents principes, renvoie de fait les recteurs à un dangereux « débrouillez-vous sur le terrain ») sans réel conventionnement entre les rectorats, les universités et les EPLE ;
- **situation des futurs lauréats concours**, trop souvent mis à temps plein sur poste (notamment dans le second degré) malgré le principe d'un tiers temps de formation pendant l'année de fonctionnaire stagiaire (après concours) ;
- **remise en cause, malgré les engagements ministériels d'antennes d'IUFM** par certaines universités.

Dans ce contexte, **la fédération UNSA Éducation** — qui a développé avec ses syndicats nationaux concernés des positions cohérentes depuis des années — **ne peut que rappeler sa condamnation absolue** d'une prétendue mastérisation qui n'est pas amendable.

Pour autant, **ses militants ne peuvent se laisser abuser par ceux qui, hier complices objectifs ou passifs de Xavier Darcos, veulent s'offrir un semblant de virginité sur ce dossier** en contestant les effets d'une réforme<sup>1</sup> de la formation qu'ils ont contribué à faire passer, y compris en jouant la politique du pire par posture.

C'est l'objet de la présente note.

Le 13 avril 2010,

**Luc BENTZ**  
secrétaire national  
chargé du pôle « éducation »

**Denis ABÉCASSIS,**  
conseiller fédéral  
(formation des enseignants)

---

<sup>1</sup> Une réforme dans le sens de « mise à la réforme », hélas !

## I. Quelques rappels nécessaires

---

Depuis la déclaration du président de la République, le 2 juin 2008 sur la réforme de la formation des enseignants, l'UNSA-Éducation et ses syndicats ont défendu en totale cohérence, dans les discussions ministérielles, des propositions visant à garantir la réalité d'une réelle formation professionnelle pour les enseignants<sup>2</sup>.

La délégation fédérale a, à chaque rencontre, affirmé son souhait d'améliorer la formation, en instaurant une formation professionnelle cohérente pour les futurs enseignants, prenant en compte toutes les dimensions du métier — qui inclut donc nécessairement ses aspects disciplinaires et didactiques, mais ne peut s'y réduire<sup>3</sup>.

Nos préoccupations portaient également sur la faisabilité et sur la cohérence entre les différents masters proposés, ceux conduisant aux métiers de l'enseignement et les autres masters orientés vers la recherche ou vers d'autres professions.

L'UNSA Éducation et ses syndicats n'ont pas été les seuls à porter cette préoccupation : les propositions sur les concours — notamment la proposition transactionnelle d'*admissibilité calibrée* en fin de première année de master — ont été partagées par d'autres (SGEN-CFDT, UNEF notamment).

**Aujourd'hui les résultats sont désastreux. Les ministères, s'appuyant sur la division syndicale au CTPM et au CSFPE, et sur le refus de la FSU<sup>4</sup> de s'engager clairement, ont mis en place, à l'issue d'une concertation simulée, un dispositif de mastérisation contraire aux intérêts de l'École, des collègues et des élèves et dont la mise en place, notamment sur la question des stages ou de l'affectation des lauréats des concours, prend un caractère catastrophique.**

---

<sup>2</sup> Étaient concernés le SE-UNSA (enseignants), SUP'Recherche (enseignants chercheurs et enseignants de l'enseignement supérieur), le SNPDEN (chefs d'établissement), le SI.EN (personnels d'inspection), A&I et le SNPTES (personnels Biatoss des universités et notamment des IUFM).

<sup>3</sup> En a témoigné d'ailleurs la réflexion des récents *États généraux sur la sécurité à l'École*, comme l'a relevé le communiqué de presse fédéral.

<sup>4</sup> Les syndicats du second degré de la FSU (SNES, SNEP) ont joué un rôle direct dans la prise de position de la FSU au CTPM, et au CSFPE. Cette responsabilité est partagée par tous les syndicats de la FSU qui ont laissé faire en cautionnant par leurs votes la position du SNES, ont botté en touche lors du congrès de la FSU et se bornent à revendiquer aujourd'hui *une tout autre réforme* sans lui donner aucun contenu. La formation des enseignants requérait une position cohérente pour tous les corps. Le SNUIPP-FSU, qui avait exprimé un point de vue proche des nôtres sur les concours, a accepté le risque de l'incohérence et « a laissé faire ». Comme pour le SNESup-FSU, ses propres positions ne l'exonèrent pas de sa responsabilité dans l'impuissance d'une expression cohérente de la FSU. Quant au SNUEP-FSU, il n'a cessé d'affirmer, pendant tout le temps des discussions, qu'il n'avait pas de mandat sur le niveau de recrutement des PLP !

## II. L'UNSA Éducation refuse la politique du pire

### A. LA REMONTÉE DES MAQUETTES

Aujourd'hui nous sommes confrontés, comme les collègues des universités et de leurs composantes (IUFM compris) à une situation complexe et contradictoire. Doit-on se résigner à appliquer une réforme destructrice ou renoncer à toute présence au risque de laisser le champ libre à certains établissements qui remonteront leurs maquettes, à savoir quelques universités et, surtout, les établissements d'enseignement supérieur catholiques prêts à s'ouvrir une part de marché ?

Nous sommes conscients que le ministère a la possibilité de faire passer le concours à tous ceux qui se présenteront inscrits en M2 ou dotés d'un master, avec ou sans formation professionnelle. De plus, la remontée de certains établissements, alors que d'autres les bloqueraient, exacerberait la concurrence entre universités comme les conflits entre universités intégratrices (des IUFM) et celles qui ne le sont pas.

En jouant la politique du pire, par un blocage systématique, les syndicats de la FSU cherchent à racheter leurs erreurs passées : c'est leur problème. Le nôtre est désormais de ne pas abandonner nos collègues confrontés à un dilemme kafkaïen : mettre en œuvre une réforme non viable et néfaste ou accepter de disparaître<sup>5</sup> !

Nous n'avons jamais été partisans de la politique du pire, c'est pourquoi nous proposons de faire remonter les maquettes, aménagées dans les meilleures conditions, dans le cadre d'une concertation académique pour permettre à toutes les universités de bénéficier, au mieux, du potentiel qu'offre l'IUFM, tant en matière de formation professionnelle sous tous ses aspects que d'organisation, d'accompagnement et de suivi des stages. La fédération UNSA Éducation refuse de sacrifier totalement cette génération de futurs professeurs qu'il s'agit d'aider le plus possible tout en continuant à nous battre pour la reconstruction d'une formation des enseignants digne de ce nom.

### B. L'ACCUEIL DES STAGIAIRES

Pour la même raison, le refus d'aider les futurs stagiaires (étudiants préparant le concours ou ayant passé le cap de l'admissibilité, futurs stagiaires après concours) est envisagé par certains.

La fédération UNSA Éducation ne confond pas un mauvais système de formation et ceux qui en sont les premières victimes : les futurs enseignants. La liberté de chaque collègue titulaire doit rester entière (des pressions « pour l'accueil » seraient également inacceptables), mais une consigne de refus d'accueil ou d'appui aux stagiaires *par principe* vient un peu tard pour ceux qui ont donné la main à Xavier Darcos pour son mauvais coup contre la formation et, surtout, méconnaît ce principe qui veut que le syndicat « resserre les liens de bonne confraternité » entre ses membres actuels ou potentiels. Le système de formation risque d'envoyer trop de jeunes collègues au casse-pipe pour qu'on veuille aggraver la situation.

**La mastérisation, telle qu'elle se présente, n'est pas pour nous amendable. Elle n'est même pas viable. Le chantier doit être rouvert le plus rapidement possible. L'UNSA Éducation est prête à en discuter dès lors qu'il s'agit bien de formuler des propositions précises, alternatives à la catastrophe qui s'annonce. Sans pénaliser davantage aujourd'hui les universités (publiques) ni les futurs enseignants, victimes et non responsables du système actuel.**

<sup>5</sup> Plusieurs disciplines reposent largement sur les métiers de l'enseignement qui en constituent le débouché phare. L'absence de maquettes conduira à effondrement de ces filières, à la désertion des étudiants, et à la fuite d'enseignants, mettant en danger plusieurs formations.